

Médiation commerciale en Chine : Etat des lieux 2025 Conférence AFCDE – 15 octobre 2025

Alina Quach
Avocat au barreau de Paris
Foreign registered lawyer Hongkong
Médiatrice accréditée CEDR

ASIALLIANS

Pourquoi ce thème?

- **Tout part de mon expérience...**
- La croisée des chemins
- Un triple besoin

ObjectifS de la présentation

- I. Définition et modalités de mediation
- II. La portée juridique d'un accord de médiation
- III. Les réformes récentes et ce que on peut en attendre
- IV. Hongkong, comme alternative
- V. Cas pratiques et stratégie judiciaire

Contexte culturel et sociétal de la médiation

- ❖ Harmonie sociale (hé 和)
- Le système impérial a encouragé les règlements informels des litiges à travers un réseau de chefs communautaires, lettrés, et magistrats locaux.
- Sous la République populaire de Chine en 1949 Le Parti communiste institue des comités de médiation populaires

"La médiation avant tout" (调解为主). »

- Années 1980 : recul de la médiation
- ❖ Début 2000: mouvement de la « Grande médiation » (大调解), Système de médiation à grande échelle
- 2011: loi sur la médiation populaire
- Renaissance moderne depuis les années 2010

Types de Médiation en Chine

Médiation judiciaire

Facilitée par un juge dans un processus judiciaire

Médiation populaire

Conduite par des comités de médiation au sein des communautés

Médiation professionnelle ou sectorielle

Proposée par des associations professionnelles

Médiation par avocat

Réalisée par des institutions de la profession d'avocat

Médiation administrative

Effectuée par un organe administratif

Médiation commerciale

Conduite par un organisme spécialisé, contre rémunération

I. Définition et modalités de la médiation commerciale

Pas de définition unifiée : en fonction du type de médiation

Article 2, Loi sur la médiation Populaire 2010: seule définition législative explicite.

«La médiation populaire désigne une activité conduite par des médiateurs populaires, conformément aux lois, règlements, politiques et à la morale sociale, sur la base du volontariat et de l'égalité des parties, qui vise à aider les parties à parvenir à un accord et à résoudre elles-mêmes leurs litiges civils, par la persuasion et l'éducation.»

Code de procédure civile: articles 9,100,149...

L'article 9 prévoit que la médiation est partie intégrante du processus judiciaire mené par le juge.

Règlements expérimentaux (Zhuhai, Shenzhen...) définissent la médiation commerciale.

Zhuhai 2025 : "La médiation commerciale désigne un mode alternatif de règlement des différends, dans leguel une institution tierce spécialisée aide les parties à parvenir volontairement à un accord transactionnel."

Chaque institution (CIETAC, BAC, SCMC...) a sa propre définition interne.



Les trois formes de médiation commerciale en Chine

Médiation judiciaire

Fonctionnement

- Proposée dès la première audience
- Conduite par le juge ou un auxiliaire
- Facultative mais encouragée

Avantages

- Rapide et gratuite
- Acceptée culturellement
- Permet de solder un litige sans décision

Limites

- Impartialité perçue du juge
- Pression institutionnelle
- Confidentialité fragile

Médiation institutionnelle

Fonctionnement

- Encadrée par un règlement de médiation
- Choix d'un médiateur ou d'un panel
- Calendrier défini entre les parties

Avantages

- Cadre professionnel
- Médiateurs expérimentés et bilingues
- Meilleure confidentialité

Limites

- Frais à prévoir
- Expérience inégale selon les médiateurs
- Reconnaissance juridique parfois imparfaite

Med-Arb

Fonctionnement

- Médiation suivie d'un arbitrage
- Menée par le même arbitre

Avantages

- Processus rapide et fluide
- Pas besoin de relancer la procédure

Limites

- Confusion des rôles
- Moins de transparence
- Incompatibilité avec certains standards internationaux

Panorama des institutions de médiation commerciale

En Chine, les institutions de médiation commerciale sont multiples et évolutives. Elles se structurent autour de trois grandes catégories

- 1) Institutions rattachées aux chambres de commerce
 - CCPIT, chambre de commerce international de chine, fédération nationale de l'industrie et du commerce...
 - CCPIT Mediation Center : fondé en 1987, plus ancien et plus vaste réseau.
 - Présence de 66 antennes régionales et sectorielles.
 - 12 509 cas traités en 2023, dont 10,884 délégués par les tribunaux.
 - 1 273 cas transnationaux (~10%).
 - Rôle central dans la promotion de la médiation par l'État chinois.



2) Organisations privées ou issues de la société civile

- Mediation centers fondés par des acteurs privés (associations, barreaux, etc.).
- Souvent des entités de type 'unité non lucrative privée'.
- Exemple : Shanghai Commercial Mediation Center (SCMC), Association de médiation commerciale de Xiamen
- Parfois non enregistrées comme entité distincte, mais intégrées dans d'autres structures.
- 3) Centres de médiation rattachés à des institutions arbitrales
 - CIETAC, BAC, CMAC...
 - Opèrent sous les règles des commissions arbitrales locales.
 - Souvent impliqués dans des clauses Med-Arb.
 - Taux de réussite entre 50 % et 65 % selon les centres.
 - Mode hybride souvent favorisé dans les contrats internationaux.



scmc





Shanghai Commercial Mediation Center Member of JAMS

Explosion du nombre d'institutions de médiation commerciale

Le **CCPIT Mediation Center** a publié, le 5 janvier 2024, le **premier rapport annuel officiel et systématique** sur le développement de la médiation commerciale en Chine : China Commercial Mediation Annual Report 2022–2023. Ce rapport est à ce jour la source la plus complète et fiable sur ce sujet.

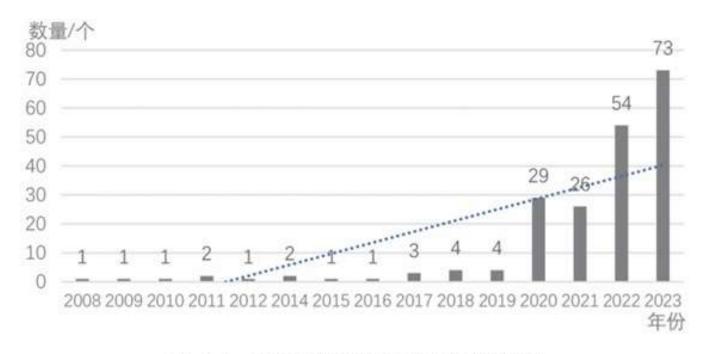
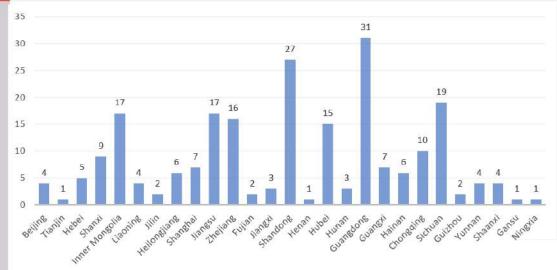


图 1-2 商事调解组织成立时间情况

Répartition géographique des centres de médiation



Les organisations de médiation rattachées à la Fédération nationale de l'industrie et du commerce sont présentes dans les 31 provinces de Chine, avec un total de 3 209 centres de médiation au sein de chambres de commerce

La province du Guangdong est celle qui compte le plus grand nombre de centres de médiation commerciale.

Le Centre de médiation du CCPIT (China Council for the Promotion of International Trade) a mis en place 66 sous-centres régionaux à travers le pays, ainsi que des sous-conseils sectoriels, constituant ainsi un réseau national de médiation.

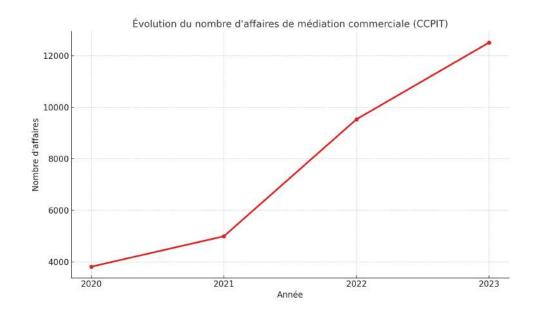


map: number of commercial mediation organizations in each administrative region

Forte hausse du nombre d'affaires médiées

CCPIT Mediation Center

- fondé en 1987, plus ancien et plus vaste réseau.
- Présence de 66 antennes régionales et sectorielles.
- 12 509 cas traités en 2023, dont 10,884 délégués par les tribunaux.
- 1 273 cas transnationaux (~10%).
- Rôle central dans la promotion de la médiation par l'État chinois.



Médiation et réforme judiciaire

Avis du 23 juin 2016 de la Cour populaire suprême (SPC) sur la réforme des modes de résolution

« Opinions sur la promotion approfondie des mécanismes de règlement diversifié ».

Forte incitation à favoriser la médiation avant tout jugement

- ❖ Taux de résolution par médiation (调解率) fixés par juridiction ou juge
- Intégrés dans les KPI des magistrats
- ❖ Médiation réussie = affaire close → valorisation interne

Exemple: Tribunal populaire de Shanghai (2022)

- •• 65 % de médiation judiciaire en civil
- •• Médiateurs à plein temps dans 70 % des chambres
- •• Primes versées selon objectifs atteints

Origine des dossiers de médiation :

- Majoritairement via les tribunaux (renvois, désignations)
- Peu d'initiatives spontanées des entreprises

Volonté des entreprises de recourir à la médiation

•60, 43 % des avocats, recommanderaient activement la médiation selon la BAC

II. Portée juridique de la médiation commerciale

Que vaut un accord de médiation en Chine?

- En droit chinois, l'accord de médiation produit les effets d'un contrat civil.
- Mais il n'est pas exécutoire directement sauf confirmation judiciaire ou arbitrale.

Confirmation judiciaire : requête auprès d'un tribunal pour lui donner force exécutoire.

L'accord de médiation peut revêtir plusieurs formes selon le cadre dans lequel il est conclu:

- •1 Médiation directe entre parties via un centre de médiation \rightarrow accord signé \rightarrow possible demande d'homologation.
- •2 Médiation désignée par un tribunal avant enregistrement du litige \rightarrow accord signé \rightarrow fin de procédure.
- •(3) Med-Arb: médiation \rightarrow tribunal arbitral saisi \rightarrow sentence rendue selon l'accord de médiation.
- •4 Médiation en cours d'instance \rightarrow accord validé \rightarrow jugement de conciliation.
- •⑤ Médiation au cours d'une procédure arbitrale → sentence arbitrale rendue sur base de l'accord.

Force de l'accord de médiation

En pratique, la plupart des accords de médiation sont **homologués par le tribunal** (via demande judiciaire), comme moyen le plus efficace de sécurisation de l'exécution.

Eléments pratiques dans le contexte chinois :

- Le formalisme est important.
- Certains centres de médiation proposent des formulaires-type d'accords,
- Attention : les termes utilisés dans l'accord doivent être cohérents avec les exigences du droit chinois. Une formulation trop vague ou des montants non précisés peuvent rendre l'accord inopposable.

Exécution de l'accord de médiation

- "conciliation statement" ou homologation formelle: exécutoire immédiatement et peut donner lieu à mesures d'exécution forcée.
- Si l'accord est simplement signé, nécessité d'une action judiciaire ou arbitrale pour un assurer l'exécution
- Accord transfrontalier : vérifer si reconnaissable à l'étranger

III. Réformes et modernisation de la médiation commerciale.

Profondes réformes juridique, institutionnelle et diplomatique de la médiation commerciale en Chine depuis 5 ans

- •Convention de Singapour sur les accords de règlement issus de la mediation (UN, 2019), entrée en vigueur le 12 septembre 2020
- ❖ 58 États signataires, 19 ratifications.
- Cadre d'exécution transnational des accords de médiation entre deux parties établies dans au moins deux états membres différents
- Applicabilité : litiges commerciaux internationaux uniquement
- Motifs de refus limités
- ❖ Signature par la Chine en 2019 Ratification toujours attendue
- ❖ Procédure simplifiée pour obtenir exécution judiciaire d'un accord

Préparation institutionnelle et réglementaire

- Centres spécialisés (CIETAC, CCPIT, BAC, SHCMC...), promotion du mécanisme Med-Arb, One-stop dispute resolution mechanism
- ❖ Projet de règlement sur les services de médiation commerciale internationale (avril 2024) propose un cadre réglementaire unifié (conditions d'enregistrement des institutions de médiation, système de qualification et de supervision des médiateurs, registre de médiateurs, professionnalisation, mécanisme de reconnaissance des accords de médiation étrangers etc.
- Certification nationale et formations continues des médiateurs
- ❖ Partenariats avec CEDR, IMI, JAMS, etc.

Initiatives locales et internationales

Sur le plan national:

- Règlements pilotes à Zhuhai, Shenzhen, Shanghai, Pékin...
- Médiation en ligne développée dans le Zhejiang et Guangdong Ex: plateforme ODR Zhejiang

Sur le plan international:

- Coopération transfrontalière avec Hong Kong et Macao (GBA)
- Création de l'IoMed

Organisation Internationale de Médiation (IOMed)

- •Créée en mai 2025 à Hong Kong 25 États signataires pas encore entrée en vigueur
- •2 panels : 1° différends entre États 2° différends entre État et particuliers / entités privées de pays différents
- •Procédure volontaire, confidentielle, encadrée par IOMed
- •litiges commerciaux, d'investissement, environnementaux, technologiques ou institutionnels.
- •Critiques : gouvernance opaque, soft power chinois, absence de mécanismes de contrôle

Hong Kong, plateforme de médiation reconnue

❖ Cadre juridique clair : Mediation Ordinance, Cap. 620 (2013)

Confidentialité

Définition légale

Mediation (調解) means a process in which a mediator, without adjudicating a dispute or any aspect of it, facilitates the dispute resolution between the parties to the dispute by helping the parties to identify the issues, explore and generate options, communicate with one another, and reach an agreement regarding the resolution of the whole, or part, of the dispute.

Champ d'application élargi

❖ Promotion active de la médiation avant tout procès: Practice Direction 31 (PD 31) , (2010)

Obligation de considérer sérieusement la médiation (pre-action requirement)

Sanctions financière appliquées



2023: plus de 42 % des litiges civils réglés à l'amiable à la High Court

HKIAC : 65 % de taux de succès des médiations

Exécution de l'accord de médiation à Hongkong

Contrat privé / homologation par la cour / sentence arbitrale

Hong Kong, plateforme de médiation reconnue

Passerelle vers la Chine continentale

Accords de coopération transfrontalière

Guangdong-Hong Kong-Macao Mediation Cooperation Mechanism (GBA-MCM)

La Chine ou Hongkong?

À Hong Kong, la médiation avant procès est formellement attendue : elle fait partie du parcours contentieux standard. Son absence doit être justifiée.

En Chine, la médiation est culturellement ancrée et institutionnellement favorisée par les tribunaux, sans obligation de forme, mais souvent imposée de facto.

Dans les deux systèmes, la pression pour recourir à la médiation précontentieuse est forte, mais les modalités et les leviers varient : contractuels et procéduraux à Hong Kong, institutionnels et politiques en Chine.

Hong Kong, plateforme de médiation reconnue

Commercial Mediation Institutions in Hong Kong











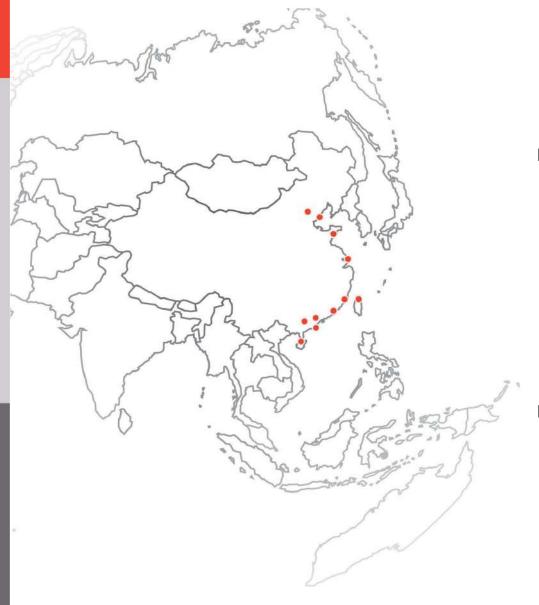


6. Partage d'expérience et stratégie judiciaire

- Société Telecom qui négocie depuis un an avec le fabricant de pièces
- Conflit entre les deux actionnaires d'une JV
- Société de cosmétiques ayant des difficultés avec son distributeur en Chine
- **Créateur de parfum qui veut rompre sa relation contractuelle avec son partenaire chinois**

Quelques caractéristiques culturelles de la mediation commerciale en Chine

•



MERCI!

Alina QUACH

Beijing Office: alina.quach@asiallians.com

Tel: +86 10 8523 6016

Suite 304, 3F, Building 81, No.4 Gongti North Road,

Chaoyang District, Beijing 100027, PRC

Paris Office: Tel: +33 1 73 54 95 95

189 boulevard Saint-Germain

75007 PARIS



ASIALLIANS